



SARL au capital de 100 000€
RCS Limoges 428 180 236

C.R.C.C. Grande Aquitaine

Nos bureaux

LEGOUVÉ

4 rue Legouvé
87000 LIMOGES
Tél.: 05 55 32 50 32
Fax : 05 55 32 09 80
legouve@audefi.fr

ROMANET

16 rue Bernard Lathière
87000 LIMOGES
Tél.: 05 55 32 22 81
Fax : 05 55 05 32 11
romanet@audefi.fr

Nos commissaires aux comptes

Vincent BARON
Bruno DEZEYRAUD
Maxime CAMILLERI
Franck MERIGOT
Julien LEBRIN
Alexandre COUFFY

P.R.I.S.M.

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

P.R.I.S.M.

16, rue Hubert Curien

87000 LIMOGES

P.R.I.S.M.

- 1 – Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
- 2 – Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées



P.R.I.S.M.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025



A l'Assemblée Générale de l'Association PRISM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association P.R.I.S.M. relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la rubrique « 2.2.2.1 Méthode générale » de l'annexe relative à la première application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

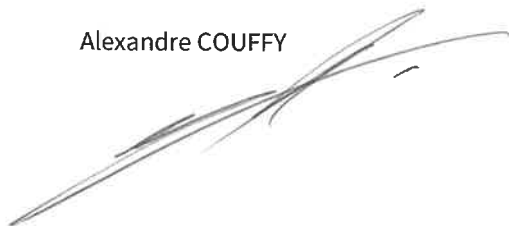
Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Limoges,
Le 21 avril 2026

Le Commissaire aux comptes
AUDEFI AUDIT

Alexandre COUFFY



Annexe au rapport sur les comptes annuels du commissaire aux comptes

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	10 502	10 502		
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	10 502	10 502		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	394 278		394 278	394 278
	Constructions	6 163 709	2 401 438	3 762 271	2 723 924
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 971 516	1 478 784	492 732	522 709
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	6 256		6 256	1 217 018
	TOTAL	8 535 761	3 880 222	4 655 538	4 857 930
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations				
	Créances rattachées à des participations	116		116	
	Autres titres immobilisés	25		25	25
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 540		8 540	8 540
	TOTAL	8 681		8 681	8 565
Total (II)		8 554 945	3 890 725	4 664 220	4 866 495
Actif circulant	Stocks et en cours	20 281		20 281	16 711
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	351 187	7 155	344 032	363 513
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	370 045	10 685	359 360	342 134
	Charges constatées d'avance	18 495		18 495	27 631
	TOTAL	739 728	17 840	721 888	733 279
Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus	1 384 616		1 384 616	1 318 503
	Disponibilités	3 535 690		3 535 690	3 362 300
Total (III)		5 680 316	17 840	5 662 476	5 430 794
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		14 235 262	3 908 565	10 326 696	10 297 290
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	212 773	212 773
	Fonds propres complémentaires	3 320 980	3 320 980
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	131 177	107 172
	Réserves pour projet de l'entité	3 282 479	3 115 216
	Autres réserves		
	Report à nouveau	633 232	432 411
	Excédent ou déficit de l'exercice	341 689	392 089
	Situation nette (sous-total)	7 922 333	7 580 644
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	13 139	16 835
	Provisions réglementées	112 304	104 381
	Total (I)	8 047 777	7 701 862
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total (I bis)		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	236 892	226 500
	Total (II)	236 892	226 500
Provisions	Provisions pour risques		30 307
	Provisions pour charges	20 414	47 766
	Total (III)	20 414	78 073
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	979 283	1 119 514
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	16 283	15 164
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203 665	298 952
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	742 048	766 031
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 255	15 130
	Autres dettes	68 075	45 444
	Produits constatés d'avance		30 616
	Total (IV)	2 021 612	2 290 854
	Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
	TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	10 326 696	10 297 290
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

PRISM

SARL AUDÉFI AUDIT

C.R.C.C. Grande Aquitaine

4, rue Legouvé - 87000 LIMOGES

SIREN 428 180 236

Tél. : 05 55 32 50 32 / legouve@audefi.fr

Du 01/01/2025

Au 31/12/2025

12 mois

Du 01/01/2024

Au 31/12/2024

12 mois

Produits d'exploitation	Cotisations	82	225
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	770 991	550 849
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	912 017	1 118 516
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 575 910	3 578 920
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		2 220
	Dons manuels		2 220
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	57 659	270 592
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	10 522	
	Utilisations des fonds dédiés	7 574	1 604
	Autres produits	1 970 105	1 860 943
	Total des produits d'exploitation (I)	7 304 862	7 383 872
	Achats de marchandises	98 950	97 421
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 272 363	1 235 433
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	244 085	248 508
	Salaires	3 508 227	3 592 479
	Cotisations sociales	1 509 691	1 472 715
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	329 628	309 104
	Dotations aux provisions	2 619	12 089
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés	17 967	48 788
	Autres charges	13 041	10 857
	Total des charges d'exploitation (II)	6 996 574	7 027 399
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		308 288	356 472
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	31 103	
	Autres intérêts et produits assimilés	37 959	79 255
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	69 062	79 255
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	17 833	20 094
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	17 833	20 094
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		51 228	59 160
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		359 517	415 633

PRISM

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total	1 919	8 710
Charges exceptionnelles (VI)	Total	9 842	17 418
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-7 922	-8 707
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		9 905	14 836
Total des produits (I + III + V)		7 375 844	7 471 838
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		7 034 155	7 079 748
EXCÉDENT OU DÉFICIT		341 689	392 089
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
	TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
	TOTAL		

SARL AUDÉFI AUDIT
C.R.C.C. Grande Aquitaine
4, rue Legouvé - 87000 LIMOGES
SIREN 428 180 236

Tél : 05 55 32 50 32 / legouve@audEFI.fr

PRISM

SARL AUDEFI AUDIT
C.R.C.C. Grande Aquitaine
4, rue Legouvé - 87000 LIMOGES
SIREN 428 180 236
Tél. 05 32 50 32 / legouve@audefi.fr

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2025**

Ce rapport contient 15 pages

SARL AUDÉFI AUDIT

C.R.C.C. Grande Aquitaine
4, rue Legouvé - 87000 LIMOGES
SIREN 428 180 236
Tél. : 05 55 32 50 32 / legouve@audéfi.fr

Table des matières

1	Informations concernant l'association	1
1.1	Objet social et périmètre des activités	1
1.2	Moyens mis en œuvre	1
2	Faits majeurs de l'exercice	2
2.1	Événements principaux de l'exercice	2
2.2	Principes, règles et méthodes comptables	2
2.2.1	Présentation des comptes	2
2.2.2	Méthode Comptable	2
2.2.2.1	Méthode générale	2
3	Informations relatives au bilan	3
3.1	Actif	3
3.1.1	Tableau des immobilisations	3
3.1.2	Tableau des amortissements	3
3.1.3	Méthode d'amortissement	4
3.1.4	Principaux mouvements	4
3.1.5	Immobilisations financières	4
3.1.6	Créances	5
3.1.7	Tableau des dépréciations d'actifs	5
3.2	Passif	6
3.2.1	Fonds propres	6
3.2.2	Détermination du résultat effectif et administratif	7
3.2.3	Subventions d'investissements	7
3.2.4	Provisions pour risques et charges	8
3.2.5	Provisions réglementées	8
3.2.6	Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires	9
3.2.7	Fonds dédiés – Tableaux de suivi	9
3.2.8	Etat des dettes	11
4	Informations relatives au compte de résultat	12
4.1	Ventilation des produits d'exploitation	12
4.2	Ventilation de l'effectif moyen	12
4.3	Contributions volontaires en nature	12
5	Autres informations	13
5.1	Honoraires des commissaires aux comptes	13
5.2	Engagements hors bilan	13
5.2.1	Dettes garanties par des sûretés réelles données	13

1 Informations concernant l'association

1.1 Objet social et périmètre des activités

L'association a pour objet la prévention, les soins, la réadaptation, et la réhabilitation des usagers dans le cadre de la politique de santé mentale du Limousin et la gestion de façon générale de toute activité médico-sociale en liaison avec son objet principal et notamment dans les secteurs suivants : ESAT, Centre d'accueil ou d'hébergement, foyers, etc...

1.2 Moyens mis en œuvre

Les moyens mis en œuvre sont la création et la gestion de plusieurs établissements dont deux ESAT, un SAMSAH, un SAIS, des résidences accueil, un service aux usagers avec la gestion d'une cafeteria, ainsi qu'une co-gestion de structures GEM.

2 Faits majeurs de l'exercice

2.1 Evénements principaux de l'exercice

Aucun fait significatif sur l'exercice.

2.2 Principes, règles et méthodes comptables

2.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

2.2.2 Méthode Comptable

2.2.2.1 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, l'association applique le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 (Plan comptable général), ainsi que le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2018-06. Ces textes entraînent notamment une nouvelle définition du résultat exceptionnel, la suppression des transferts de charges, la simplification du plan de comptes et des modèles d'états financiers.

La première application de ce règlement n'a pas d'impact significatif sur les méthodes comptables retenues, ni sur la présentation des états financiers de l'association.

3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	10 502,84			10 502,84
Immobilisations corporelles	7 279 779,17	1 337 998,02	88 272,46	8 529 504,73
Immobilisations financières	8 565,35	116,00		8 681,35
Immobilisations en cours	1 217 018,51	6 256,80	1 217 018,51	6 256,80
TOTAL	8 515 865,87	1 344 370,82	1 305 290,97	8 554 945,72

3.1.2 Tableau des amortissements

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	10 502,84			10 502,84
Immobilisations corporelles	3 638 867,21	329 628,04	88 272,46	3 880 222,79
Immobilisations financières	-			-
TOTAL	3 649 370,05	329 628,04	88 272,46	3 890 725,63

3.1.3 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an à 3 ans
Constructions	Linéaire	15 à 40 ans
Installations techniques,	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 à 7 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 15 ans

3.1.4 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont représentés par :

Bâtiment : 1 219 039€

Matériel industriel : 69 039€

Matériel de transport : 42 192€

Matériel de bureau et informatique : 7 728€

Les principales sorties d'immobilisations réalisées au cours de l'exercice sont représentées par :

Matériel industriel : 48 608€

Matériel de transport : 39 664€

3.1.5 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Autres titres immobilisés	141,00
Dépôts et cautionnements	8 540,35
TOTAL	8 681,35

3.1.6 Créances

Créances ^(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachés à des participations	116,00	116,00	
Prêts ⁽¹⁾			
Autres	8 565,35	8 565,35	
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	351 187,87	351 187,87	
Autres	370 045,94	370 045,94	
Charges constatées d'avance	18 495,16	18 495,16	
TOTAL	739 728,97	739 728,97	-
⁽¹⁾ Prêts accordés en cours d'exercice			
⁽¹⁾ Prêts récupérés en cours d'exercice			
^(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours			

3.1.7 Tableau des dépréciations d'actifs

	Dépréciations début d'exercice	Dotations	Reprises	Dépréciations fin d'exercice
Immobilisations	-			-
Stocks	-			-
Créances	5 572,44	1 582,80		7 155,24
Autres débiteurs	9 648,00	1 037,02		10 685,02
TOTAL	15 220,44	2 619,82	-	17 840,26

3.2 Passif

3.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	-			-
Fonds propres	212 773			212 773
Fonds propres	-			-
Fonds associatifs sans	3 320 980			3 320 980
Fonds associatifs avec droit de reprise	-			-
Fonds propres	-			-
Fonds propres	-			-
Apports	-			-
Legs et donations	-			-
Résultat sous contrôle des tiers financeurs	-			-
Ecart de réévaluation	-			-
Réserves	-			-
Réserves statutaires ou	-			-
Réserves pour projet de	107 172	24 005		131 177
Réserves	-			-
Autres	3 115 216	178 464	11 201	3 282 479
Report à nouveau	432 411	238 986	38 165	633 233
dont résultat des activités sous gestion	301 629	55 829	38 165	319 293
Excédents ou déficits	392 090	341 690	392 090	341 690
dont résultat des activités sous gestion	184 928	284 845	184 928	284 845

3.2.2 Détermination du résultat effectif et administratif

Libellés	Résultat comptable	Reprise résultat affecté à la réduction des charges d'exploitation	Reprise de déficit antérieur	Résultat effectif	Compensation des charges d'amortissement	Reprise résultat affecté au financement de mesures d'exploitation	Résultat compte administratif	Dont var.congés à neutraliser
ESAT ARS	-29 757,59			-29 757,59			-29 757,59	-16 031,00
ESAT ATELIER	50 271,37			50 271,37			50 271,37	
SAMSAH	66 239,18			66 239,18			66 239,18	392,00
ESAT SOCIAL	26 177,41			26 177,41			26 177,41	-665,00
ESAT COMMERCIAL	187 623,88			187 623,88			187 623,88	
SAIS	-15 709,22			-15 709,22			-15 709,22	-1 209,00
Total établissement sous gestion contrôlée	284 845,03	0,00	0,00	284 845,03	0,00	0,00	284 845,03	-17 513,00
SAP	52 058,21							
RESIDENCE ACCUEIL	23 667,76							
RETRAITEMENT	-18 881,47							
Total activité sous gestion propre	56 844,50							
Total	341 689,53	0,00	0,00	284 845,03	0,00	0,00	284 845,03	-17 513,00

Le règlement ANC 2019-04 prévoit le traitement des charges ou produits de variations congés payés dans l'affectation du résultat administratif et non dans sa détermination comme le prévoyait l'avis 2007-05 du CNC.

3.2.3 Subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal	36 996,32			36 996,32
Quotes-parts virées au résultat	20 160,34	3 696,63		23 856,97
Montant net en fonds propres	16 835,98	- 3 696,63	-	13 139,35

3.2.4 Provisions pour risques et charges

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	30 307,21		30 307,21	-
Provisions pour charges	47 766,14		27 351,84	20 414,30
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire	-			
TOTAL	78 073,35		57 659,05	20 414,30

3.2.5 Provisions réglementées

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires	43 300,53	627,46	1919,63	42 008,36
Provisions afférentes aux plus values nettes d'actif immobilisé	36 203,16	5 022,00		41 225,16
Provisions afférentes aux plus values nettes d'actif circulant	24 878,18	4192,72		29 070,90
TOTAL	104 381,87	9 842,18	1 919,63	112 304,42

3.2.6 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total ⁽¹⁾
I. D. R.		171 452	171 452
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Le montant des droits acquis par les salariés (hors travailleurs handicapés) pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 171 452€.

⁽¹⁾ Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite (fonction du taux de rotation des salariés et de table de mortalité), d'un taux d'évolution des rémunérations de 0.5%, d'une actualisation au taux de 3.98% et d'un taux de charges sociales et fiscales de 47%.

3.2.7 Fonds dédiés – Tableaux de suivi

3.2.7.1 Subventions de fonctionnement affectées

Libellés	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (789)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (689)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
Subvention d'exploitation					-
Contributions financières d'autres organismes et concours publics		226 500,11	7 574,97	17 967,16	236 892,30
Ressources liées à la générosité du public		-			-
TOTAL	-	226 500,11	7 574,97	17 967,16	236 892,30

3.2.7.2 Dons manuels, legs et donations affectées

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à engager au début de l'exercice (19) A	Utilisation en cours d'exercice (7895 ou 7897) B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6895 ou 6897) C	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19) D=A-B+C
Ressources	(2)				
- Dons manuels					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
- Legs et donations					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-

(1) A regrouper le cas échéant.

(2) Il peut paraître intéressant d'indiquer le montant total des ressources provenant de la générosité publique affectées à chacun des projets avec mention de l'année d'attribution. Le montant total correspond aux fonds affectés

3.2.8 Etat des dettes

Dettes ^(a)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles ⁽¹⁾				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont ⁽¹⁾ :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	979 284	140 486	558 780	280 018
Emprunts et dettes financières divers ⁽¹⁾	16 284	16 284		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203 666	203 666		
Dettes fiscales et sociales	742 049	742 049		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 255	12 255		
Autres dettes	68 075	68 075		
Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAL	2 021 612	1 182 815	558 780	280 018
⁽¹⁾ Emprunts souscrits en cours d'exercice				
⁽¹⁾ Emprunts remboursés en cours d'exercice	139 139			

^(a) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Ressources propres (cotisations, prestations de services...)	1 683 091
Subventions & concours publics	3 575 910
Dons manuels	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	57 659
Utilisation de fonds dédiés	7 575
Produits de cessions d'immobilisations	10 522
Autres produits	1 970 105
TOTAL	7 304 862

Les subventions et concours publics peuvent être composés le cas échéant de versements de financeurs distincts (ARS, Conseil Départemental)

4.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres/ Employés	54	-
Usagers, travailleurs handicapés (en ETP)	142	-
-		
TOTAL	196	-

4.3 Contributions volontaires en nature

Conformément au règlement 2018-06, les contributions volontaires ont été recensées.

Toutefois, le conseil d'administration a décidé de ne pas les comptabiliser en raison de leur caractère peu significatif.

5 Autres informations

5.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires versés aux commissaires aux comptes :

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	18 810	
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal		
Honoraires totaux	18 810	

5.2 Engagements hors bilan

5.2.1 Dettes garanties par des sûretés réelles données

Type	Bien donné en garantie
Emprunt 265 K€	Nantissement à hauteur de 198 750 €
Emprunt 2 350 K€	Cautiion solidaire de la Ville de Limoges

P.R.I.S.M.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2025



A l'Assemblée Générale de l'Association PRISM,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées, conclues au cours de l'exercice.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

En application de l'article R 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions prévues à l'article L 612-5 du Code de commerce et conclues au cours de l'exercice écoulé.

- **Convention :** Mise à disposition de locaux entre votre association et le Fonds de dotation PRISM Le Club

Personne visée : M. NYS Michel, Président de PRISM et Président du Fonds de dotation PRISM Le Club

Conformément aux conventions signées le 1^{er} janvier 2023, le Fonds de dotation PRISM Le Club met à disposition des établissements du PRISM, des locaux à usage de bureaux à partir de cette même date. Les locaux concernés par la mise à disposition sont situés à La Maison Bleue, au 59 avenue du général Martial Valin à Limoges. Le local comprend des espaces de travail, des espaces d'animation, des espaces de bureau et des espaces en extérieur.

A ce titre, une charge de location de 37 230 euros a été supportée par l'Association PRISM pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

- **Convention :** Mise à disposition de ruches

Le fonds de dotation PRISM Le Club met à disposition de l'Association PRISM l'accès aux ruches dans le cadre d'activité d'insertion pour un montant de 10 000 euros au titre de l'exercice 2025.

Rémunérations brutes perçues en 2025 par les personnes visées par l'article L 313-25 et R 314-59 du Code de l'action sociale et des familles

En application de l'article L 313-25 et R 314-59 du Code de l'action sociale et des familles, nous vous communiquons les rémunérations brutes des directeurs d'établissement salariés de votre association.

Monsieur CATHALIFAUD Aurélien
Directeur de l'ESAT LES SEILLES

59 480 euros

Fait à Limoges
Le 21 avril 2026

Le Commissaire aux comptes
AUDEFI AUDIT

Alexandre COUFFY

